22 OCTOBRE 2015

CS/12092

Au Conseil de sécurité, Israël et la Palestine se rejettent la responsabilité du regain de violence actuel

7540e séance – matin & après-midi

- CONSEIL DE SÉCURITÉ

COUVERTURE DES RÉUNIONS

Le Ministre des affaires étrangères de l'Espagne propose une nouvelle Conférence à Madrid pour définir les paramètres d'un futur accord de paix

Moins d'une semaine après la [réunion d'urgence](#) convoquée sur la situation au Moyen-Orient, le conflit israélo-palestinien s'est de nouveau invité, aujourd'hui, à l'ordre du jour du Conseil de sécurité, présidé par le Ministre des affaires étrangères de l'Espagne, M. José Manuel Garcia-Margallo, et réuni en présence du Vice-Secrétaire général de l'ONU, M. Jan Eliasson, et de plus d'une trentaine d'États Membres, dont certains représentés au niveau ministériel.

M. Eliasson est intervenu alors que le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, vient d'arriver en Jordanie après une brève visite à Jérusalem et à Ramallah où il a rencontré séparément, hier, le Premier Ministre Benjamin Netanyahu et le Président Mahmoud Abbas, en vue de tenter d'apaiser les tensions qui avaient éclaté à la suite d'incidents autour des lieux saints. Depuis le 1er octobre, 47 Palestiniens et 7 Israéliens ont été tués, et plus de 5 000 Palestiniens et de 70 Israéliens blessés, a relevé M. Eliasson. « La visite du Secrétaire général avait un objectif clair », a-t-il expliqué: « soutenir les efforts collectifs pour mettre fin à la violence, réduire les tensions et l'incitation à la violence, et commencer par esquisser un 'horizon politique' susceptible de déboucher sur une paix et une sécurité durables ».

Jugeant légitimes les préoccupations sécuritaires des Israéliens, le Vice-Secrétaire général a toutefois imputé la crise actuelle au fait que les Palestiniens, chaque jour, perdent espoir de voir naître un État palestinien viable et subissent une situation économique catastrophique et une occupation « étouffante et humiliante » depuis presque un demi-siècle. Les initiatives de paix successives vouées à l'échec, associées à la réticence des dirigeants des deux côtés à prendre

des mesures audacieuses, ont accouché d'une réalité « hautement instable », a résumé le Vice-Secrétaire général.

Le Ministre des affaires étrangères de l'État de Palestine, M. Riad Malki, et le nouveau Représentant permanent d'Israël auprès des Nations Unies, M. Danny Danon, se sont rejété la responsabilité de la situation actuelle, sans exclure toutefois la recherche d'une solution au conflit par des moyens diplomatiques. Tandis que le premier s'élevait contre le « feu de la haine et de la ferveur religieuse », les « mesures de provocation » et les « actes inconsidérés », le second dénonçait une « culture de haine », une « violence barbare » et des « allégations incendiaires ».

Mais le Ministre palestinien, appuyé par le Tchad et le Venezuela, a également fustigé la « paralysie » du Conseil de sécurité, qui, selon lui, est « en décalage » avec le consensus international sur la nécessité de mettre fin à l'occupation israélienne, identifiée comme étant la cause profonde de la violence qui oppose, depuis des semaines, Israéliens et Palestiniens.

De son côté, le représentant israélien s'en est pris à l'ONU, qui doit « cesser sa pratique habituelle consistant à appeler les parties à faire preuve de retenue » et plutôt affirmer clairement que l'une d'entre elles est à l'origine de cette « vague de terreur », qui contraint les Israéliens, « de Haïfa à Beersheba, et de Tel Aviv à Jérusalem », à constamment regarder « par-dessus leur épaule ». Assurant que son pays n'avait aucune intention de changer le statu quo sur l'esplanade des Mosquées, la délégation israélienne a déclaré que, « jamais », son pays n'accepterait une présence internationale sur le mont du Temple. S'adressant au représentant de la France, à l'origine d'une telle proposition, il a estimé que le seul moyen de réaliser la paix passe par la reprise de « pourparlers directs » entre les parties, « à l'ONU, à Jérusalem, à Ramallah, ou n'importe où ailleurs ».

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères et des expatriés de la Jordanie, M. Nasser Judeh, a invité, de son côté, le Gouvernement israélien à traduire ses paroles en mesures concrètes concernant le statu quo, « plutôt que de poursuivre dans la voie de la contradiction flagrante entre ce qui est fait et ce qui est dit ».

« Le seul endroit au sein duquel le statu quo doit être changé, c'est ici même, aux Nations Unies », a tranché le représentant israélien.

Convaincu que la seule option viable reste la solution à deux États, le Chef de la diplomatie espagnole a, quant à lui, encouragé le Conseil de sécurité à pleinement assumer sa responsabilité en adoptant un « cadre politique » assorti d'un « calendrier de négociations précises » et de « paramètres acceptés au niveau international », qui pourrait être déterminé

dans le cadre d'une nouvelle conférence à Madrid -« Madrid II »-, 24 ans après la première édition.

Tandis que la représentante des États-Unis annonçait l'arrivée, samedi 24 octobre, du Secrétaire d'État américain, M. John Kerry, en Jordanie, où il rencontrera le Président de l'autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas. Son homologue de la Fédération de Russie évoquait, pour sa part, l'idée de dépêcher une délégation du Conseil de sécurité au Moyen-Orient, où les foyers de conflit sont multiples.

Justifiant l'engagement militaire en Syrie de son pays pour combattre le terrorisme, le délégué russe a reconnu que la rencontre, tout récemment, entre le Président syrien, M. Bashar Al-Assad, et le Président russe, M. Vladimir Poutine, démontrait qu'il n'y avait, « pas d'alternative autre que politique » pour mettre fin aux violences.

La déléguée américaine a, quant à elle, estimé que l'« offensive » russe, appuyée par des éléments du régime iranien et du Hezbollah, était « contreproductive » car, a-t-elle dit, elle cible essentiellement les groupes opposés à Daech, 80% des frappes aériennes visant des objectifs qui ne sont pas sous le contrôle de ce groupe terroriste.

Dans leur analyse de la récente escalade de violences en Israël et dans le Territoire palestinien occupé, le Vice-Secrétaire général et le représentant de la France ont prévenu du danger de voir Daech « s'emparer » de la cause palestinienne. « L'échec à parvenir à la paix, des deux côtés, laisse la porte ouverte aux extrémistes et à la promotion agressive de leur ordre du jour destructeur », a assuré M. Eliasson.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. JAN ELIASSON, Vice-Secrétaire général de l'ONU, a estimé que le conflit israélo-palestinien était, une fois encore, entré dans une phase dangereuse. La flambée de violences qui s'est emparée de la Cisjordanie, y compris de Jérusalem-Est, ainsi que d'Israël et de Gaza, ne faiblit pas. Entre le 1er et le 21 octobre, 47 Palestiniens et 7 Israéliens ont été tués, et plus de 5 000 Palestiniens et de 70 Israéliens blessés. « Nous condamnons, dans les termes le plus vigoureux, toutes les attaques contre des Israéliens et des Palestiniens. La récente vague d'attaques au couteau et les échanges de tirs sont inacceptables. Il ne peut y avoir de justification pour ces actes méprisables », a-t-il dit.

Le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, vient de se rendre en Israël, en Palestine et en Jordanie, où il s'est entretenu de la situation avec de hauts fonctionnaires israéliens et

palestiniens et le Roi Abdullah II. Sa visite, a expliqué M. Eliasson, avait un objectif clair: soutenir les efforts collectifs pour mettre fin à la violence, réduire les tensions et l'incitation à la violence, et commencer par esquisser un « horizon politique » susceptible de déboucher sur une paix et une sécurité durables. Le Président Abbas et le Premier Ministre Netanyahu l'ont assuré de leur volonté d'œuvrer pour apaiser les violences, en particulier en s'engageant à renforcer leur coordination sur le plan sécuritaire.

Pour le Vice-Secrétaire général, la crise actuelle n'aurait pas éclaté si le peuple palestinien avait une perspective d'espoir pour un État palestinien viable, si son économie était génératrice d'emplois et d'opportunités, s'il était en mesure d'exercer un contrôle réel sur sa propre sécurité et de prendre des décisions en matière juridique et administrative afin d'établir son existence quotidienne, et si les Palestiniens ne vivaient pas sous une occupation « étouffante et humiliante » qui dure depuis presque un demi-siècle. « Nulle part ailleurs, la situation des jeunes, comme celle à laquelle nous assistons aujourd'hui, n'est vécue de manière plus frustrante », a prévenu le Vice-Secrétaire général. Cette situation aiguë aussi, de manière compréhensible, la peur parmi la population israélienne, de nombreux Israéliens s'estimant gravement menacés par cette violence récurrente et la recrudescence de l'antisémitisme à travers le monde. « Nous devons comprendre les préoccupations des Israéliens devant les tentatives de plus en plus nombreuses de délégitimer l'État d'Israël », a souligné M. Eliasson.

Les initiatives de paix vouées à l'échec, ajoutées à la réticence des dirigeants des deux côtés à prendre les mesures audacieuses nécessaires pour faire des progrès, ont accouché d'une réalité « hautement instable ». « Le Secrétaire général a condamné l'incendie de la tombe de Joseph la semaine dernière en Cisjordanie par des centaines de Palestiniens, un acte de violence choquant et suffisamment grave pour entraîner des représailles contre d'autres lieux saints », a déclaré M. Eliasson. Si le Secrétaire général a salué les assurances répétées du Premier Ministre Netanyahu selon lesquelles Israël n'avait pas l'intention de changer le « statu quo historique » sur le mont du temple, a-t-il dit, ce message ne portera que si une action est prise rapidement sur le terrain pour donner effet à cet engagement. Dans ce contexte, M. Ban avait encouragé Israël et la Jordanie, « garante des lieux saints », à prendre rapidement les mesures appropriées de manière coordonnée, a précisé M. Eliasson.

Le Vice-Secrétaire général a ensuite affirmé que les meurtres choquants de la famille Dawabshe en juillet dernier, et le manque de progrès dans l'arrestation des auteurs, avaient été un autre facteur de l'escalade actuelle. Cet incident a fait écho au sentiment d'injustice et de vulnérabilité extrême qui s'est emparé des Palestiniens face à la violence perpétrée par les colons juifs. « Il est donc impératif qu'Israël agisse pour permettre aux institutions palestiniennes de protéger les communautés vulnérables et de finaliser les enquêtes et poursuites judiciaires à l'encontre des meurtriers de cette famille palestinienne », a lancé le Vice-Secrétaire général.

Le dernier facteur ayant contribué à la situation actuelle, a-t-il dit, c'est la virulence de la riposte employée par les forces de sécurité israéliennes. Plusieurs incidents, certains filmés et largement diffusés, sont extrêmement préoccupants en raison de l'usage disproportionné de la force létale à laquelle il devrait être fait appel en dernier recours. Là aussi, le Secrétaire général avait demandé l'ouverture d'enquêtes indépendantes sur les incidents en question. M. Ban avait par ailleurs exprimé sa préoccupation devant la reprise des « démolitions punitives », de la prise pour cible de responsables, ou de supposés responsables des violences à l'encontre des civils et des Forces de sécurité israéliens, a rappelé M. Eliasson. Après avoir dénoncé la rhétorique incendiaire employée de part et d'autre, le Vice-Secrétaire général a dénoncé les déclarations faites par des militants palestiniens qui ont qualifié d'« héroïques » ce qui ne constitue rien d'autre que des meurtres, « un point c'est tout ». C'est pourquoi, il a appelé toutes les parties prenantes, y compris le leadership palestinien, à condamner sans équivoques la violence et à s'opposer publiquement à l'extrémisme et à l'incitation à commettre des violences. « L'échec à y parvenir, des deux côtés, laisse la porte ouverte aux extrémistes et à la promotion agressive de leur ordre du jour destructeur », a-t-il dit en conclusion.

M. RIAD MALKI, Ministre des affaires étrangères de l'État de Palestine, a dénoncé l'isolement et l'agression d'Israël contre le peuple palestinien, en faisant observer que la puissance occupante avait intensifié ses violations et sa punition collective dans tout le Territoire palestinien occupé et, en particulier, dans Jérusalem-Est occupé. Le peuple palestinien n'en reste pas moins résistant et déterminé à poursuivre sa lutte pour la liberté et à exercer son droit inaliénable à l'autodétermination, a-t-il affirmé. Malgré les injustices qu'ils endurent, les Palestiniens restent engagés à passer par les moyens politiques, diplomatiques, pacifiques et juridiques pour atteindre ces objectifs, a-t-il assuré, en soulignant, à cet égard, le soutien international impressionnant dont ils bénéficient. Mais, a-t-il précisé, la persévérance de notre peuple ne doit pas être prise pour un acquiescement. « Ils n'accepteront jamais cette occupation illégale », a dit le Ministre en lançant un nouvel appel en faveur d'actions concrètes collectives et immédiates.

Le Ministre a ensuite dénombré les victimes palestiniennes de l'escalade de violence depuis le début du mois, soit un total de 50 morts dont 10 enfants et blessés. Il s'en est pris au Conseil de sécurité qui, a-t-il estimé, n'a pas été à la hauteur de ses responsabilités toutes ces années et a été incapable de gérer une situation explosive. Il a reproché au Conseil de sécurité sa paralysie concernant la question de Palestine, manquant ainsi à son devoir. Le fait qu'il ait échoué à maintes reprises prouve, selon lui, que le Conseil est en décalage avec le consensus international qui prône la fin de l'occupation par Israël comme seul moyen d'arriver à la paix. Le Ministre a demandé de focaliser les discussions d'aujourd'hui sur cette occupation qui, a-t-il argué, est la source principale de la violence. Il a demandé au Conseil de sécurité d'agir de manière responsable pour faire redescendre les tensions, en insistant sur le respect du droit

international. Cette occupation est illégale et elle doit cesser, a-t-il martelé. Le Conseil de sécurité, a-t-il également souligné, doit garantir la protection du peuple palestinien.

Venant à la situation actuelle dans la partie occupée de Jérusalem-Est, M. Malki a accusé le Gouvernement israélien d'attiser le feu de la haine et de la ferveur religieuse, en dénonçant des mesures de provocation qui, a-t-il dit, ne font qu'aggraver la situation. « Ces actes inconsidérés doivent cesser immédiatement », a-t-il lancé en demandant à Israël de ne pas agir au mépris des droits et des sensibilités des musulmans. Il a aussi demandé de respecter, dans la pratique et non pas seulement à travers des déclarations, le statu quo historique à Al-Haram Al-Charif. Le Ministre s'est également élevé contre les activités de colonisation en exigeant qu'elles cessent immédiatement. Il a dénoncé la terreur, la violence, les provocations commises par les colons, ainsi que les appels lancés par des hauts responsables israéliens qui ont incité à utiliser la force létale contre les Palestiniens. Après avoir lancé un nouvel appel au Conseil de sécurité pour qu'il réagisse à la crise actuelle, il a salué les initiatives qui se concentrent sur les moyens de mettre fin au conflit et de trouver une solution, en particulier ceux de la France. La Palestine est prête à coopérer dans le cadre de ces efforts, a-t-il assuré avant de conclure.

« Les rues d'Israël ont vu déferler, ces six dernières semaines, une violence barbare et je suis déçu de n'entendre que des appels pour que cesse le cycle de la violence », a affirmé M. DANNY DANON ([Israël](#)). « Une chose est très claire, ce n'est pas un cycle de violence. » Il a précisé qu'il s'agissait d'attaques non provoquées perpétrées contre des Israéliens pour la seule raison qu'ils sont des juifs vivant sur le sol séculaire de leur patrie. « Comme n'importe quel pays, Israël a le droit et l'obligation de défendre ses citoyens et c'est exactement ce que nous faisons. »

M. Danon a affirmé que depuis le début de la nouvelle année juive, les Israéliens vivaient « une saison de chagrin ». « Les terroristes palestiniens choisissent leurs victimes israéliennes au hasard, font usage d'armes à feu, de pierres, de couteaux de boucher, de tournevis et même de camions de deux tonnes pour faire couler le sang des innocents », a déclaré le représentant d'Israël. Il a souligné que, désormais, les Israéliens, « de Haïfa à Beersheba, de Tel Aviv à Jérusalem » regardaient toujours derrière eux. « C'est la véritable signification de la terreur. »

Dénonçant « une culture de haine », le délégué israélien a affirmé que les enfants palestiniens recevaient des leçons de haine de la part de leurs responsables, dans les écoles ou en suivant les programmes de télévision qui leur sont destinés. « Une génération entière de jeunes palestiniens endurent un lavage de cerveau basé sur le sectarisme et sont élevés pour glorifier la violence et déshumaniser les Juifs », a-t-il dit. Les tendances les plus populaires sur les réseaux sociaux en Palestine sont des dessins montrant l'assassinat d'Israéliens et des vidéos sur la manière la plus efficace de commettre une attaque terroriste, a poursuivi M. Danon, en faisant

remarquer qu'au moins 9 des auteurs des dernières attaques étaient des Palestiniens âgés de moins de 18 ans. « Eux aussi sont des victimes », a-t-il fait observer.

M. Danon a rappelé que le Président Abbas et les responsables palestiniens avaient accusé Israël, à plusieurs reprises, de vouloir changer le statu quo entourant les lieux saints à Jérusalem. « Cette allégation incendiaire est fausse et le Président Abbas le sait », a-t-il dit. Ces mensonges n'ont rien de nouveau puisqu'ils avaient déjà été répandus 20 ans avant la création de l'État d'Israël, a-t-il affirmé. « Aujourd'hui, quand Abbas déclare, et je le cite, 'qu'Israël veut judaïser Al-Aqsa', en ajoutant 'nous saluons chaque goutte de sang versée à Jérusalem', il connaît très bien la portée de ses mots et sait que cela donnera lieu à de nouvelles vagues de violences et de terreur, entraînant la perte de vies humaines », s'est indigné M. Danon.

Le représentant israélien a déclaré que les Palestiniens utilisaient de vieilles tactiques et essayaient de « marquer des points faciles » pour ne pas avoir à négocier ou à reconnaître l'État juif. Ils usent de la violence, dont ils sont les instigateurs, afin de manipuler la communauté internationale, a-t-il assuré, en regrettant que cette dernière, au lieu de les sanctionner, préfère les récompenser.

Israël étant résolument en faveur du statu quo relatif aux lieux saints, M. Danon a affirmé que les musulmans étaient ainsi libres de s'y rendre et d'y prier à quelle que heure que ce soit. « Les membres des autres religions, y compris les juifs et les chrétiens, ne peuvent s'y rendre que les matins des jours de semaine entre 7 heures et 11 heures », a-t-il dit, en rappelant que son pays était chargé de veiller au respect de ces règles. Estimant « que les faits parlaient d'eux-mêmes », il a affirmé que chaque année 3,5 millions de musulmans priaient dans la Mosquée Al-Aqsa et que 80 000 non-musulmans se rendaient sur les lieux, « dont à peine 12 000 juifs ». « Le statu quo sur le mont du Temple est le seul moyen de garantir que la liberté de religion sera respectée », a-t-il dit.

À certains membres de la communauté internationale qui cherchent à changer le statu quo « simplement parce que les Palestiniens l'ont demandé », M. Danon a tenu à préciser que son pays n'acceptera jamais une présence internationale sur le Mont du Temple. « Aucun État présent dans cette enceinte n'accepterait la présence de forces internationales sur son territoire », a-t-il affirmé, avant de s'adresser au représentant de la France, assis à ses côtés. « Nous savons que votre pays veut la paix dans la région, nous voulons la paix aussi, mais le seul moyen d'y parvenir passe par des pourparlers directs entre les parties », a rappelé M. Danon. Il a estimé que la meilleure manière de réduire les tensions était d'exhorter le Président Abbas à accepter l'appel du Premier Ministre Netanyahu de le rencontrer, « à l'ONU, à Jérusalem, à Ramallah, ou n'importe où ailleurs ». C'est la seule manière de promouvoir la paix, a-t-il affirmé.

« Israël est opposé à tout changement du statu quo sur le mont du Temple », a souligné le délégué, avant d'ajouter que l'endroit au sein duquel le statu quo devait être changé était « ici, aux Nations Unies ». « L'ONU doit cesser sa pratique habituelle consistant à appeler les parties à faire preuve de retenue et affirmer clairement: une partie est à l'origine de cette vague de terreur », a-t-il insisté. « Demandez à Abbas qu'il cesse d'inciter à la violence afin qu'il revienne à la table des négociations », a demandé M. Danon. En conclusion, le représentant israélien a estimé « que c'est seulement lorsque les Palestiniens verront que la promotion de la violence ne mène à rien que la réalité sur le terrain changera et que les perspectives de paix seront raffermies ».

M. JOSE MANUEL GARCIA-MARGALLO, Ministre des affaires étrangères de l'Espagne, a estimé que la diplomatie, associée à une volonté politique réelle, pouvait être couronnée de succès, comme l'ont démontré récemment les négociations réussies autour du dossier nucléaire iranien. Mais, a-t-il reconnu, 24 ans après la tenue de la Conférence de Madrid et des négociations parallèles ayant abouti aux Accords d'Oslo, la paix entre Israéliens et Palestiniens est loin d'être une réalité. Alarmé par la perte de confiance et de la recrudescence des violences entre les parties, le Chef de la diplomatie espagnole a rappelé qu'il n'existait que deux options: « un État unique binational ou deux États coexistant en paix et en sécurité. Chacun d'entre nous reconnaîtra qu'un État binational n'est pas une option viable, c'est pourquoi nous devons continuer d'explorer la seconde », a-t-il plaidé. Imputant la récente escalade de la violence et du terrorisme à des tensions religieuses préoccupantes, le Ministre a annoncé le soutien de son gouvernement au projet de déclaration présidentielle présentée par la France réaffirmant la nécessité de préserver le statu quo sur l'Esplanade des Mosquées et la coexistence des trois religions monothéistes, le christianisme, l'islam et le judaïsme.

L'Espagne, a assuré M. Garcia-Margallo, se propose de faciliter ce dialogue « qui est pour nous des plus urgents ». Pour son pays, la poursuite de l'occupation constitue un obstacle à la réalisation de l'unité palestinienne et ne contribue en rien à la sécurité d'Israël. « Il est donc impératif de redonner espoir aux Palestiniens et de fournir à Israël les assurances de pouvoir vivre en paix et en sécurité avec ses voisins », a-t-il dit. S'il s'est félicité des déclarations faites par les deux parties de reprendre les négociations, elles doivent maintenant démontrer leur volonté politique afin d'y parvenir. Pour le Ministre, le Quatuor élargi constitue l'enceinte adéquate à la recherche d'une solution négociée, en appui aux efforts déployés par les parties. Dans ce contexte, le Conseil de sécurité doit pleinement assumer sa responsabilité en adoptant un cadre politique qui devrait comprendre un « calendrier de négociations précises » et des « paramètres acceptés au niveau international ». Nous souhaitons, a poursuivi le Ministre, que ces efforts débouchent sur la tenue d'une nouvelle Conférence, « Madrid II », qui fixerait les paramètres d'un tel accord.

Abordant la situation en Syrie, le Ministre a réitéré qu'il était nécessaire d'apporter un appui au plan présenté par l'Envoyé spécial, M. Staffan de Mistura, afin d'obtenir un cessez-le-feu qui permettrait d'apporter une aide humanitaire à la population civile. Il a également appelé la communauté internationale à faire preuve d'unité dans sa lutte contre Daech. Le Conseil de sécurité et le reste de la communauté internationale, devraient continuer d'œuvrer à la participation des différentes parties à un règlement politique négocié du conflit, a-t-il estimé. Concernant la crise des réfugiés et des migrants, M. Garcia-Margallo a déclaré qu'il faudrait appuyer les pays les plus touchés par la crise syrienne, en particulier la Jordanie, la Turquie, l'Égypte et le Liban. S'agissant enfin du Yémen, il a estimé que la communauté internationale devrait là aussi tout faire pour faciliter la reprise d'un dialogue susceptible d'apaiser les tensions et de garantir l'intégrité et la souveraineté territoriale du pays.

M. NASSER JUDEH, Premier Ministre adjoint et Ministre des affaires étrangères et des expatriés de la Jordanie, a souligné la gravité de la situation au Moyen-Orient, tout en estimant qu'il était nécessaire de restaurer la paix et la stabilité. Il a indiqué que les responsables israéliens étaient à l'origine de l'escalade de la violence que connaît la région depuis deux mois. Les mesures prises par Israël à Jérusalem-Est, y compris sur l'esplanade des Mosquées, lesquelles font partie des territoires occupés palestiniens, constituent une violation flagrante du droit international, a-t-il dit.

M. Judeh a mis en garde contre une guerre des religions qui pourrait être dévastatrice, en rappelant que les Mosquées Al-Aqsa et Al-Charif étaient des lieux de culte exclusivement musulmans. Le Ministre a affirmé que le Roi de Jordanie œuvrait sans relâche à la solution des deux États tout en veillant à régler la question des réfugiés et du statut d'Al-Qods. C'est la seule manière pour mettre un terme à la violence, a déclaré M. Judeh.

Les violations commises à Jérusalem-Est et sur l'esplanade des Mosquées peuvent aboutir à une explosion de violence incontrôlable qui ira au-delà des territoires palestiniens occupés et sera une menace à la paix et à la sécurité, a répété le Ministre. Il a invité le Gouvernement israélien à s'affranchir des jeux partisans et traduire ses paroles en actes tangibles, « plutôt que de poursuivre dans la voie de la contradiction flagrante entre ce qui est fait et ce qui est dit ». La paix ne pourra pas résulter des mesures unilatérales, des châtements, du blocus, de la construction de murs décidés par Israël, a-t-il dit, en invitant ce pays « à se défaire de ses illusions ». Le Ministre a jugé impossible de faire prévaloir les valeurs d'humanité sans une paix arabo-israélienne. « L'engagement de mon pays en faveur de la protection des lieux saints, chrétiens comme musulmans, est intangible », a affirmé le Ministre, en regrettant que les violations contre les lieux saints, en particulier les Mosquées Al-Aqsa et Al-Charif, menacent le statu quo.

M. Judeh a déploré qu'Israël cherche, aujourd'hui, à modifier ce statu quo. Il a précisé que la Jordanie étudiait tous les moyens légaux pour mettre fin aux violations commises contre les lieux saints. « Nous devons renouer avec ce statu quo historique », a dit M. Judeh, en rappelant une nouvelle fois le rôle prépondérant du Royaume hachémite dans la protection desdits lieux saints.

En ce qui concerne la Syrie, le Ministre a rappelé qu'1,5 million de réfugiés étaient présents sur le territoire jordanien, ce qui est « un fardeau considérable », pour lequel il a sollicité l'aide de la communauté internationale. « En Syrie, il ne peut y avoir qu'une solution politique globale, basée sur le Communiqué de Genève, et agréée par toutes les parties syriennes », a tenu à rappeler le Ministre. Enfin, il a souligné que la lutte contre le terrorisme, « qui déforme l'Islam », était avant tout la guerre des Arabes. « C'est notre guerre », a-t-il conclu.

M. MURRAY McCULLY (Nouvelle-Zélande) a estimé que, si la violence en cours est inexcusable, on peut cependant reconnaître qu'elle résulte, « au moins en partie », de l'échec des processus diplomatique et politique concernant le conflit israélo-palestinien. Le Conseil de sécurité ne sera pas jugé sur les belles paroles exprimées aujourd'hui mais sur les actions qui seront ensuite prises, a-t-il dit. C'est pourquoi, il a appelé le Conseil, en premier lieu, à lancer un appel « sans équivoque » à mettre fin aux violences et à exhorter les dirigeants des deux parties pour qu'ils usent de leur influence. Il doit en outre réaffirmer « sans ambiguïté » son engagement pour une solution sur la base de deux États comme seul fondement d'une paix durable, a souligné le représentant de la Nouvelle-Zélande.

Cette solution, a-t-il insisté, ne pourra aboutir qu'à travers des pourparlers directs entre les parties, appuyés par les partenaires clefs dont le Conseil. Si les parties ne sont pas prêtes à reprendre ces pourparlers directs, le Conseil devra mandater une série d'actions permettant de les y amener, dans un cadre réaliste et sans tarder. Enfin, a souligné le représentant, le Conseil de sécurité doit envoyer un « signal clair » aux parties concernées, aux pays voisins, à leurs alliés et à la communauté internationale, en rappelant qu'il est temps de se concentrer sur ce qui peut être fait au lieu de se lamenter sur ce qui ne peut être réalisé.

Mme DELCY RODRIGUEZ, Ministre des affaires étrangères du Venezuela, a estimé qu'il était inapproprié de parler d'un conflit israélo-palestinien, en précisant qu'il s'agissait, au contraire, d'une « véritable tragédie », dans la mesure où un conflit implique, selon elle, une égalité entre les forces en présence. Elle a demandé au Conseil de sécurité d'envoyer une délégation dans la région pour réaffirmer, sur le terrain, son soutien à une solution politique, tout en jugeant qu'il était temps pour cet organe d'assumer ses responsabilités. La Ministre a ensuite dénoncé l'« intention délibérée » d'Israël d'empêcher toute tentative d'engager des négociations pour une paix durable. Un an après l'« agression » militaire contre Gaza, on ne peut oublier les 1 200 pertes en vies humaines, dont des enfants que l'opération « Bouclier protecteur » avait causées, a-t-elle déclaré. Pour son gouvernement, il s'agit là de crimes de guerre qui doivent faire l'objet

d'une saisine de la justice internationale. À Gaza, a continué la Ministre vénézuélienne des affaires étrangères, la situation humanitaire sur place est toujours tragique, en raison des obstacles dressés par la puissance occupante à l'entrée de cette zone. Elle a affirmé que plus de 300 enfants palestiniens, dont la condition de « mineur » n'est pas prise en compte, sont actuellement détenus par Israël. Exprimant son opposition à l'usage du droit de veto par des membres permanents pour empêcher une action concrète, la Ministre a appuyé, avant de conclure, toutes les initiatives visant à mettre fin à cette « tragédie ».

« La peur règne en Israël et dans les territoires palestiniens », a affirmé Mme SAMANTHA POWER (États-Unis), avant de condamner les attaques terroristes récemment perpétrées et d'inviter les deux parties à faire preuve de retenue. Elle a indiqué que les frustrations résultant d'une solution politique à deux États qui se réduit « à une peau de chagrin » ne peuvent justifier les attaques. Elle a demandé à Israël de tout faire pour remédier à l'escalade de la violence tout en réaffirmant son droit à défendre sa population. Mme Power a également appelé à préserver le statu quo sur les lieux saints. La solution négociée à deux États permettra seule de ramener la paix, a-t-elle déclaré, en précisant que le Secrétaire d'État américain, M. John Kerry, rencontrera le Président Abbas en Jordanie ce samedi. Elle a indiqué également que sa délégation avait pris note des propositions pour ramener le calme sur le mont du Temple.

La déléguée américaine a ensuite abordé la situation dramatique qui règne en Syrie et dénoncé les crimes graves commis par le régime de Bashar Al-Assad contre son propre peuple. La nouvelle offensive russe aggrave une situation déjà très sombre, a-t-elle affirmé, en soutenant que cette offensive, appuyée par des éléments du régime iranien et de l'Hezbollah, avait causé de nouveaux déplacements de civils autour d'Alep. « La Russie a frappé des civils et des infrastructures essentielles autour de la ville d'Alep », a rappelé Mme Power, avant d'ajouter que l'offensive russe était contreproductive car, a-t-elle dit, elle cible essentiellement les groupes opposés à Daech. Elle a avancé que 80% des frappes russes visaient des territoires qui ne sont pas sous le contrôle de Daech, lequel renforce ainsi ses positions et réalise des avancées. Ce conflit ne s'achèvera pas tant que la Syrie ne sera pas libérée d'Al-Assad, a tenu à rappeler Mme Power avant de conclure.

M. REEZAL MERICAN BIN NAINA MERICAN, Vice-Ministre des affaires étrangères de la Malaisie, a exprimé son ferme soutien à une solution à deux États, mais s'est dit de plus en plus sceptique quant à la possibilité d'atteindre cet objectif par le seul biais de négociations directes bilatérales entre la Palestine et Israël. Il s'est appuyé sur le fait qu'Israël poursuit sa colonisation illégale et la construction illicite du « mur d'apartheid », tout en dénonçant la radicalisation des deux parties. Il a rappelé que c'était l'Assemblée générale de l'ONU qui avait décidé de créer l'État d'Israël il y a 60 ans, après l'échec des deux parties à trouver un accord. Il s'est donc étonné de la logique actuelle selon laquelle l'État de Palestine ne peut être créé que par le biais

de négociations bilatérales directes. Il a donc appelé à se départir d'une façon de penser ancienne pour proposer des mesures audacieuses et arriver à la solution à deux États.

Le Vice-Ministre a fait remarquer que la majorité des États Membres présents dans la salle, dont ceux qui siègent au Conseil de sécurité, avaient dû se battre un jour contre des puissances coloniales. Il les a invités à prendre du recul et à écouter les arguments qu'on présente aux Palestiniens depuis longtemps. On leur demande d'obéir à la puissance occupante, a-t-il noté, en les exhortant de ne pas résister malgré les injustices et les violations de droits de l'homme qu'ils subissent quotidiennement. Pouvons-nous raisonnablement attendre du peuple palestinien qu'il reste passif alors que les moyens juridiques, politiques et diplomatiques de résistance ont été bloqués pendant des décennies? s'est-il interrogé. Même la Malaisie, un pays non arabe et éloigné géographiquement du Moyen-Orient, n'est pas épargnée par le radicalisme croissant résultant de la colère causée par les souffrances que subissent les musulmans en Palestine.

Avant de conclure son intervention, le Vice-Ministre malaisien des affaires étrangères a appelé la communauté internationale à agir de toute urgence pour traiter les causes profondes du conflit. Il a assuré, à cet égard, le plein soutien de son pays aux initiatives de paix, notamment celles présentées par la France et la Nouvelle-Zélande. Il a aussi soutenu la demande de protection adressée à l'ONU par la Palestine, qui pourrait prendre la forme d'observateurs internationaux envoyés temporairement dans la Palestine occupée. Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas réussi à s'entendre sur une déclaration présidentielle, soulignant une nouvelle fois son échec à assumer ses responsabilités.

M. ISMAEL A. GASPARD MARTINS ([Angola](#)), qui s'est dit alarmé par les seuils de violence constatés autour des lieux saints à Jérusalem ces dernières semaines, a exhorté les autorités israéliennes à préserver le statu quo dans le complexe de la Mosquée Al-Aqsa. Il s'est dit ensuite ému par les restrictions s'appliquant à la vie quotidienne des Palestiniens, qu'il a jugées pires que celles prévalant en 1987, lorsque la première intifada avait éclaté. De même, le représentant a regretté que l'expansion des colonies de peuplement se poursuive, avec l'approbation du Gouvernement israélien et sous la protection des Forces de sécurité israéliennes. Cette réalité, « ponctuée de vagues de violences », ne peut subsister éternellement, a prévenu M. Martins. Toutefois, aussi bien les Israéliens que les Palestiniens semblent avoir renoncé à l'idée de négociations, a-t-il déploré. Le Conseil de sécurité doit donc surmonter ses différends en vue de relancer le processus de paix et de fixer « les paramètres d'un accord sur le statut définitif ». Il s'est cependant félicité du projet de réunion du Quatuor pour le Moyen-Orient, qui doit se réunir demain à Vienne. Sa délégation appuie fermement la demande visant à établir une présence internationale sur l'esplanade des Mosquées, qui constituerait une « manifestation claire » de la volonté du Conseil de réaliser la paix, a-t-il assuré.

Mme RAIMONDA MURMOKAITÉ (Lituanie) a estimé que les violences en cours opposant Israéliens et Palestiniens résultaient d'une série d'événements comme les implantations illégales, les évictions et démolitions, les provocations, les actes de terreur à l'encontre des civils et la réponse disproportionnée des Forces de sécurité israéliennes. Elle a appelé à la cessation immédiate des violences et des provocations, en particulier contre les sites religieux dont le statut doit être respecté. La représentante a aussi demandé qu'une reconstruction et un développement économiques immédiats soient engagés à Gaza, avec la levée des entraves à la circulation des biens et des personnes tout en veillant à préserver la sécurité d'Israël.

L'actuelle explosion de violence vient rappeler que la situation présente est intenable, a-t-elle poursuivi en demandant une « reprise immédiate » des négociations de paix et la recherche d'une solution politique sur la base des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, de la coexistence de deux États distincts, démocratiques et souverains vivant côte à côte.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a souligné qu'il était nécessaire de rétablir le calme au Moyen-Orient et il a appuyé l'idée de dépêcher une délégation du Conseil de sécurité dans la région. Le Conseil doit ouvrir des perspectives pour réaliser la solution à deux États, a-t-il dit, avant de plaider pour la reprise des pourparlers directs entre Palestiniens et Israéliens.

Il a rappelé que les crises en Iraq et en Syrie, qui découlent très largement d'interventions étrangères, sont aujourd'hui exploitées par des groupes terroristes, avant de qualifier la situation actuelle d'« intolérable ». « C'est pour cela que la Fédération de Russie a déclenché des frappes contre des groupes terroristes en Syrie », a affirmé M. Churkin, en soulignant qu'il faudrait mettre de côté « les différends politiques secondaires ». Il a précisé qu'une proposition était sur la table du Conseil visant à ce que ce dernier resserre les rangs en vue de trouver une solution.

Le but essentiel en Syrie doit être de combattre le terrorisme et de détruire le potentiel de Daech et des autres groupes terroristes, a déclaré M. Churkin, en précisant que ces efforts devraient s'accompagner d'un processus politique. À cette fin, il a appuyé les efforts de l'Envoyé spécial. L'absence d'une alternative autre que politique a été démontrée par la récente rencontre entre le Président Bashar Al-Assad et le Président Poutine, a poursuivi M. Churkin. Le délégué russe a réaffirmé l'engagement de son pays en faveur d'un processus politique pour ramener la paix en Syrie. Les groupes terroristes profitent de l'instabilité en Libye, a-t-il dit par ailleurs, en mettant l'accent sur l'urgence d'aboutir à une solution politique dans ce pays.

Après avoir lancé à toutes les parties concernées un appel au calme, M. MAHAMAT ZENE CHERIF (Tchad) a souligné qu'il faudrait comprendre la profonde frustration et la détresse des jeunes Palestiniens contre une occupation « sans fin » et une absence de perspective de voir un État palestinien émerger un jour. Il a déploré, entre autres, les restrictions aux mouvements de

personnes et de biens, l'expansion des colonies de peuplement et la répression des Forces de sécurité israéliennes. Pour sa délégation, dans une région menacée par plusieurs crises, dont le terrorisme, il est dans l'intérêt de la communauté internationale, y compris d'Israël, de trouver rapidement une solution à la crise. « Un processus politique crédible, assorti d'un calendrier précis, doit faire de la réalisation d'un État palestinien une réalité tangible », a souligné M. Cherif.

Par ailleurs, le représentant a déclaré que le Tchad appuyait l'idée de placer les lieux saints et la population palestinienne sous protection internationale. À défaut de pouvoir prendre ses responsabilités pour faciliter l'émergence d'un État Palestinien, a-t-il estimé, « le Conseil ne saurait indéfiniment nier le droit de la Palestine d'être admise comme membre à part entière de la communauté internationale ». Avant de conclure, M. Cherif a posé la même question que celle qu'avait posée, un peu plus tôt ce matin, le Vice-Ministre des affaires étrangères de la Malaisie: « pourquoi ce qui a été possible en 1947 pour Israël ne l'est pas en 2015 pour la Palestine? »

Mme U. JOY OGWU (Nigéria) a déploré la multiplication des incidents et la montée de la violence à Jérusalem. Si nous ne faisons rien, une troisième intifada pourra éclater, a-t-elle averti. Elle a donc appelé les parties à s'abstenir de toute rhétorique incendiaire, avant de plaider pour le maintien du statu quo sur les lieux saints à Jérusalem. Soulignant les causes profondes du conflit, dont les frustrations du peuple palestinien, la représentante du Nigéria a affirmé que la poursuite de la colonisation par Israël compromettrait gravement la solution à deux États, pourtant avalisée par la communauté internationale. En conclusion, Mme Ogwu a réaffirmé l'engagement intangible de son pays en faveur de ladite solution.

M. FRANCOIS DELATTRE (France) s'est déclaré convaincu que la spirale meurtrière en cours entre Israéliens et Palestiniens constituait la traduction concrète de l'impasse du processus de paix. La menace que fait peser la poursuite de la colonisation sur la viabilité de deux États nourrit le désespoir et la violence, a-t-il ajouté. Non seulement les paramètres de la solution au conflit sont connus, mais son absence de règlement demeure « un argument de recrutement puissant du terrorisme » et un facteur de déstabilisation régionale, a-t-il souligné. C'est pourquoi, « nous ne pouvons courir le risque que Daech s'empare de la cause palestinienne », a-t-il prévenu, en appelant les parties à redoubler d'efforts pour favoriser l'apaisement. Le maintien du statu quo de 1967 sur les lieux saints à Jérusalem constitue un impératif, a-t-il insisté, se ralliant ainsi à la déclaration faite hier par le Secrétaire général. Il a demandé au Conseil de sécurité de « se remobiliser » pour soutenir la reprise d'un processus politique crédible au service de deux États, « qui reste la seule réponse à ce conflit ».

Le représentant de la France est ensuite passé à la situation qui prévaut en Syrie, marquée par « quatre années d'impasse ». Pour lui, « les dernières semaines ont montré que la lutte contre

Daech ne constituait pour certains qu'une priorité de façade », alors que le fait de soutenir Bachar Al-Assad « est une fausse solution qui ne fera que renforcer Daech et prolonger le drame ». Là encore, le représentant a estimé qu'on ne pouvait se résigner au blocage actuel du dialogue, mais soutenir les efforts de l'Envoyé spécial, M. Staffan de Mistura, pour engager des discussions avec toutes les parties. Avec plus de 250 000 morts et 10 millions de réfugiés et déplacés, la Syrie est la plus grave tragédie humaine de ce début de siècle et la responsabilité du Conseil de sécurité est de protéger effectivement les populations civiles, a-t-il rappelé.

M. CRISTIÁN BORROS MELET (Chili) s'est dit profondément préoccupé par les violences qui sévissent en Palestine, en Israël et à Jérusalem-Est. Disant comprendre la peur dont est saisie une grande partie des citoyens israéliens, il a néanmoins fait remarquer que la paix et la stabilité auxquelles ils aspirent ne se réaliseront pas en démolissant les maisons ou en infligeant des mesures punitives. Il s'est en même temps dit inquiet de la situation des jeunes palestiniens qui, à cause de leurs frustrations résultant de l'occupation, expriment leurs revendications par la violence. Il a invité à restaurer un horizon politique qui mène à une solution à deux États, en demandant aux parties de montrer leur détermination en ce sens par leurs paroles et leurs actes. Il a appelé, en particulier, les dirigeants des deux peuples à s'abstenir d'adopter des positions extrémistes. Le représentant a aussi demandé de respecter fidèlement les accords et les pratiques relatives à l'utilisation et la visite sur l'esplanade des Mosquées. Il a en outre souhaité que les membres du Conseil de sécurité examinent la proposition du Secrétaire général concernant la création éventuelle d'un système de protection internationale.

M. MATHEW RYCROFT (Royaume-Uni) a déclaré que, tout en comprenant la frustration et la colère, il faudrait adresser un message soulignant que ni l'une, ni l'autre ne saurait justifier cette flambée de violences en Israël et dans le Territoire palestinien occupé. Le Conseil de sécurité doit jouer le rôle qui est le sien pour trouver des solutions pratiques, « si nous voulons préserver la viabilité d'une solution à deux États », a-t-il prévenu. À Gaza, des mesures concrètes doivent être prises par Israël pour autoriser la circulation des personnes et des biens et les factions palestiniennes doivent, pour leur part, faire de la reconstruction des infrastructures une priorité. Il a ensuite dénoncé la démolition de logements palestiniens et l'expansion des colonies de peuplement car, a-t-il rappelé, « elles sont contraires au droit international », avant de réaffirmer l'appui de sa délégation au principe selon lequel Israël doit vivre dans la sécurité.

Évoquant le dossier syrien, le représentant du Royaume-Uni a estimé que toute action devrait s'inscrire dans le cadre d'une stratégie à long terme capable de répondre aux causes profondes du conflit, qui résultent, selon lui, « de la violence aveugle employée par le régime de Bashar Al-Assad ». Il a annoncé que des propositions concrètes avec la France seraient présentées prochainement pour empêcher le recours aux barils d'explosifs. L'intervention militaire russe contre des groupes de l'opposition est contreproductive et risque de saper les efforts en faveur

de la paix, a-t-il prévenu. « Bashar Al-Assad demeure le principal argument pour le recrutement organisé par l'État islamique », a-t-il ajouté en conclusion.

M. LIU JIEYI (Chine) a déploré l'absence de solution au Moyen-Orient et l'escalade de la violence. La sécurité d'Israël continue de se détériorer, a-t-il également déploré. Le représentant de la Chine a exhorté les parties à faire preuve de retenue et à s'abstenir de toute rhétorique incendiaire, en appelant Israël à maintenir le statu quo concernant les lieux saints. La reprise des pourparlers directs est la seule solution pour ramener la paix, a-t-il assuré, en estimant qu'Israël devrait assumer le rôle de chef de file dans cette reprise. Le Conseil de sécurité devrait examiner avec attention la proposition d'une protection internationale des lieux saints, a-t-il estimé. Soulignant la détérioration de la situation humanitaire dans les territoires palestiniens, le représentant de la Chine a appelé Israël à lever le blocus de Gaza. Aucun pays ne trouvera sa stabilité dans l'instabilité des autres pays, a-t-il prévenu, avant d'appeler à une coopération internationale accrue pour trouver une issue à la crise au Moyen-Orient.

M. BORGE BRENDE, Ministre des affaires étrangères de la Norvège, a salué les efforts menés pour appeler au calme et encourager la retenue, mais demandé d'en faire bien plus. Il faut, a-t-il recommandé, que chaque politicien, chaque chef de communauté et dirigeant religieux s'abstienne de faire des déclarations et de prendre des mesures de provocation. Il a aussi demandé de respecter le caractère sacré et la dignité des lieux saints. Il s'est félicité, à cet égard, des engagements pris en faveur du maintien du statu quo des lieux saints à Jérusalem-Est, tout en espérant que les Israéliens et les Palestiniens poursuivront leurs efforts de coordination.

Le Ministre a ensuite appelé à revenir à un processus politique crédible. Israël doit cesser de construire des colonies de peuplement dans les territoires occupés et l'Autorité palestinienne doit réformer ses structures de gouvernance, a-t-il insisté, en demandant également que la Cisjordanie et Gaza soient placées sous une seule autorité qui respecte les éléments des accords de sécurité entre Israël et l'OLP. Enfin, M. Brende a souligné que la coopération internationale était nécessaire pour relancer l'économie palestinienne et reconstruire Gaza. Rappelant qu'il avait présidé la réunion du Groupe de donateurs du Comité spécial de liaison à New York le mois dernier, le Ministre norvégien des affaires étrangères a fait part de l'intention des donateurs de maintenir leur soutien à des institutions palestiniennes solides. Il a appelé ces donateurs à accroître leur soutien.

M. KHALID BIN MOHAMMED AL-ATTIYAH, Ministre des affaires étrangères du Qatar, a qualifié la situation au Moyen-Orient d'extrêmement grave. Il a dénoncé la colonisation illicite et la discrimination dont sont victimes les Palestiniens. Il a déploré « la négation de leurs droits fondamentaux », leur impossibilité d'accéder aux ressources de base comme l'eau et l'électricité. « Ils sont victimes de crimes commis par des extrémistes israéliens qui sont

représentés au sein du Gouvernement israélien », s'est-il indigné, en expliquant ainsi la mobilisation du peuple palestinien pour dénoncer la confiscation de ses terres pour la colonisation et l'humiliation dont il est quotidiennement victime.

Le Ministre a regretté que la communauté internationale ne soit « pas prête à imposer une solution juste » et déploré que les négociations aient « perdu toute leur substance, à moins qu'elles ne soient organisées sur un pied d'égalité ». Après avoir critiqué l'« indifférence internationale », il a souligné que si l'apartheid avait disparu, il était aujourd'hui en vigueur dans les territoires palestiniens occupés. M. Al-Attiah a rappelé que le peuple palestinien demandait juste une résolution en faveur d'une solution intégrant un retour aux frontières de 1967, « avant qu'il ne soit trop tard ».

Passant ensuite à la question de la Syrie, le Ministre a regretté que la communauté internationale n'ait « pas essayé de mettre un terme aux exactions », citant ainsi l'usage des armes chimiques, l'expulsion de peuple, le recours aux barils d'explosif. « Ce régime continue car personne ne met un terme à ces excès », a-t-il soutenu, avant de rappeler que la lutte contre le terrorisme pour le peuple syrien était une lutte contre « le terrorisme d'État, celui du régime syrien qui commet des crimes contre l'humanité ». « Aujourd'hui, il faut mettre en œuvre le Communiqué de Genève du 30 juin 2012, pour établir une entité de transition, un pouvoir exécutif qui réalise les demandes de la révolution syrienne, et préserver ainsi le monde du terrorisme », a-t-il insisté avant de conclure.

Mme MARGOT WALSTRÖM, Ministre des affaires étrangères de la Suède, a prévenu que la détérioration rapide de la situation sur le terrain risquait de rendre très vite la perspective d'une solution fondée à deux États « incroyablement difficile, voire impossible ». Il faut donc en premier lieu reprendre et réorienter le processus de paix. À cet effet, a-t-elle indiqué, la Suède participe aux réunions élargies du Quatuor et soutient les propositions de la France visant notamment à contribuer et soutenir les efforts de paix. Elle a rappelé que la Suède avait reconnu la Palestine depuis un an afin de considérer les deux parties au conflit sur « un pied d'égalité » et de soutenir les Palestiniens et Israéliens modérés. L'absence d'espoir, comme nous le constatons depuis ces dernières semaines, est l'un des principaux défis à la paix et l'établissement de deux États. La Ministre a donc appelé à la pleine application des accords passés entre les deux parties, à la fin de l'isolement de Gaza, à l'élimination des obstacles au développement de la Palestine, y compris à Gaza et à établir un calendrier réaliste et un cadre clair pour la reprise des pourparlers de paix.

Concernant la Syrie, le Ministre a rappelé que la Suède avait accueilli, à ce jour, 100 000 réfugiés et contribué à hauteur de 213 millions de dollars à l'aide humanitaire, et qu'elle allait verser 220 millions de dollars supplémentaires sur les cinq prochaines années. Elle a

dénoncé par ailleurs la « violence sexuelle systématique » dans ce conflit, commise, selon elle, par toutes les parties au conflit et utilisée comme une arme de guerre par Daech.

M. ALI NASSER MOHAMED (Maldives) a constaté que des générations avaient grandi sous l'occupation et la réalité est, aujourd'hui, la haine et la violence dans les territoires. Force est de constater que les efforts de l'ONU n'ont pas répondu aux attentes ni de ces peuples, ni de la communauté internationale. Au cours de ces dernières semaines, nous avons assisté à une escalade « extraordinaire » de violences et de représailles. Le représentant a appelé au strict respect des lieux saints comme l'esplanade des Mosquées. Ce qui manque, a-t-il estimé, c'est la détermination à rétablir un horizon politique et ce n'est pas par hasard, a-t-il fait remarquer, si les violences éclatent et donnent lieu à l'effondrement des efforts de paix. En l'absence d'espoir, a-t-il regretté, la violence et la haine l'emportent et cette haine finit par consumer l'ensemble de la région.

Les Maldives demandent à la communauté internationale de se montrer plus vigilante pour faire respecter les frontières et réaffirment leur appui à la pleine reconnaissance d'un État Palestinien dans les frontières de 1967. L'heure est venue au Conseil de sécurité d'exiger la fin de l'occupation illégale des territoires et de l'oppression des Palestiniens, a-t-il insisté, en appelant les Nations Unies à prendre la tête de ces efforts.

Mme ANA CRISTINA RODRIGUEZ (Guatemala) s'est dite « extrêmement » préoccupée par la situation actuelle au Moyen-Orient, laquelle brouille l'horizon politique et en affaiblit sa capacité de répondre aux besoins légitimes des deux peuples et de mener à un règlement juste et durable. Un règlement juste et durable, a-t-elle précisé, passe par la création d'un État palestinien vivant côte à côte et en paix avec Israël. L'urgence, a-t-elle poursuivi, est de mettre fin à la spirale de la violence et de prévenir d'autres pertes en vies humaines. Mais, a-t-elle prévenu, la crise ne saurait être résolue par des mesures de sécurité car c'est la perte de toute perspective politique qui nourrit la violence. Le Guatemala compte donc que le Conseil pourra redoubler d'efforts pour créer les conditions favorables à un retour des parties à la table des négociations.

À cet égard, l'implication du Quatuor pourrait imprimer un nouvel élan et amener les parties à prendre des mesures « responsables » en faveur d'une paix globale, juste et durable. Le Quatuor, a-t-elle estimé, devrait d'ailleurs s'élargir à d'autres acteurs clefs de la région. « Nous sommes à un moment idéal pour repenser les moyens d'avancer et de conclure les discussions de paix qui permettraient de travailler à des mesures de rétablissement de la confiance et de réconciliation entre Palestiniens. » Ce sont là, s'est expliquée la représentante, des conditions nécessaires pour obtenir des parties qu'elles s'engagent résolument en faveur de la paix. « Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons rester passifs », a-t-elle averti la représentante avant de conclure.

M. NAWAF SALAM (Liban) a rappelé que depuis le début du mois, deux Palestiniens sont tués en moyenne chaque jour et un millier d'autres Palestiniens ont été blessés. Les événements du mois écoulé ne sont pas nouveaux, a-t-il dit, rappelant que l'occupation durait depuis 50 ans. La protection internationale des Palestiniens est plus indispensable que jamais si l'on considère qu'entre 2000 et 2013, un enfant palestinien avait été tué par les occupants israéliens tous les trois jours, a-t-il poursuivi. Comment oublier les deux enfants palestiniens brûlés vifs, l'été dernier, par des Israéliens extrémistes. Le Premier Ministre Netanyahu, en dépit de l'évidence de ces actes de barbarie, ose clamer devant l'Assemblée générale qu'Israël est le dernier rempart de la civilisation face à la barbarie! s'est indigné le représentant du Liban. Les responsables israéliens ne craignent pas d'attribuer cette soi-disant éruption de violence « terroriste » à une manifestation de pur antisémitisme et de fanatisme islamiste assoiffé de sang. C'est une façon, a-t-il dit, de blâmer les victimes. Or, le racisme en Israël, comme ailleurs, n'est pas seulement aveugle mais il est également mortel. En conclusion, le représentant libanais a pressé le Conseil d'agir maintenant pour protéger les Palestiniens avant que la situation ne se détériore davantage et d'ouvrir la voie à une paix juste et durable au Moyen-Orient.

M. ABDELLATIF ABOULATTA (Égypte) a indiqué que la situation au Moyen-Orient était « plus inquiétante que jamais ». Il a déploré « l'espoir déçu de voir un État palestinien avec Jérusalem-Est comme capitale ne puisse être créé ». « Nous sommes horrifiés par ce qui se passe dans les territoires palestiniens occupés, l'occupation la plus longue de l'histoire », a-t-il rappelé, avant de condamner « toutes les violences commises dans les territoires palestiniens occupés, y compris à Jérusalem, ainsi que les moyens et les méthodes utilisés pour gérer la situation, causant ainsi de nombreuses pertes en vies humaines parmi les civils ». Soulignant que ces crimes alimentaient la haine, il a appelé le Conseil de sécurité et la communauté internationale à « assumer leur responsabilité et à prendre les mesures nécessaires pour dissiper ces menaces sur la paix et la sécurité, conformément à la Charte des Nations Unies et aux résolutions précédentes ».

Le représentant a réaffirmé le soutien de son pays à une solution à deux États, en rappelant qu'elle avait été adoptée il y a près de deux décennies. « Il ne faut pas laisser le temps à Israël de continuer à annexer des territoires palestiniens, car cela condamne la création d'un État palestinien souverain », a-t-il ajouté, avant d'appuyer les efforts de la Jordanie « pour contenir la crise actuelle et mettre fin aux hostilités ». Le représentant a appelé à « s'abstenir de toute rhétorique provocatrice », avant de conclure en demandant à la communauté internationale de ne plus « repousser l'échéance » car, a-t-il prévenu, « la crise s'aggrave ».

Au nom du Mouvement des pays non alignés, M. ALI KHOSHROO (République islamique d'Iran) a attiré l'attention du Conseil de sécurité sur la « situation dangereuse » qui s'aggrave chaque jour à Jérusalem-Est occupé, y compris sur l'esplanade de la Mosquée Al-Aqsa. Il s'est dit

convaincu que la campagne illégale des colonies de peuplement, menée par Israël et qui est au cœur d'une occupation étrangère de 48 ans, est le principal obstacle à la paix. Cette campagne, a-t-il estimé, jette de sérieux doutes sur l'engagement réel d'Israël en faveur de la solution à deux États. Cette situation dangereuse ne saurait perdurer, a prévenu le représentant, en jugeant que le temps est venu de sauver des vies humaines et de raviver les perspectives « gravement affaiblies » de paix. Comment le Conseil peut-il rester silencieux face à toutes les violations des droits de l'homme dont est victime le peuple palestinien? s'est indigné le représentant. Il est urgent, a-t-il dit, d'agir immédiatement pour atténuer les tensions et la violence, prévenir une déstabilisation totale, protéger les Palestiniens vivant sous occupation et sauver la solution à deux États.

Le message est le même dans le monde entier: il est grand temps de mettre fin à l'odieuse occupation et à l'impunité israéliennes qui infligent tant de souffrances, causent tant de crises, répandent tant d'instabilité, de désespoir et de colère au Moyen-Orient et menacent directement la paix et la sécurité régionales et internationales. Le Liban, a poursuivi le représentant, continue de souffrir des violations israéliennes à sa frontière et des incursions sur son territoire, après des années d'occupation et d'agression. Il est temps, a-t-il commenté, de mettre pleinement en œuvre la résolution 1701 (2006). Le Mouvement des pays non alignés demande aussi la pleine application des résolutions que le Conseil de sécurité a adoptées sur le Golan syrien.

M. ANTONIO DE AGUIAR PATRIOTA (Brésil) a déclaré que sa délégation était profondément préoccupée par la résurgence de la violence en Palestine et en Israël. Il a appelé toutes les autorités des deux pays de faire tout leur possible pour arrêter l'escalade afin de prévenir que la situation sur le terrain ne s'aggrave davantage. Il a ajouté qu'il était temps que le Conseil de sécurité s'acquitte pleinement de ses responsabilités et appuie le processus de paix vers la solution à deux États. Le représentant a réitéré l'appel de sa délégation pour mettre fin aux actions illégales et provocatrices, en particulier l'expansion des activités liées à l'implantation de colonies de peuplement par Israël. La communauté internationale doit répondre à la demande du Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, d'examiner soigneusement les différentes modalités de la « protection internationale ». En outre, les États Membres devraient discuter des approches alternatives pour engager les parties à reprendre les pourparlers directs et appuyer les voies conduisant à une solution pacifique au conflit sur la base du droit international et des résolutions pertinentes des Nations Unies.

Concernant la Syrie, le représentant a regretté la poursuite de la violence et de la destruction de ce pays. En dépit de la reconnaissance générale qu'il n'existe pas de solution militaire au conflit, nous assistons à une disjonction croissante entre la priorité qui devrait être donnée aux initiatives visant les solutions politiques et le niveau des hostilités et l'engagement militaire sur le terrain. Le représentant a réaffirmé l'appui de sa délégation au travail de l'Envoyé spécial pour la Syrie, M. Staffan de Mistura. Il a aussi indiqué que le Brésil avait délivré 8 000 visas aux

Syriens victimes de la crise. Sur le Liban, il a déclaré que la paix et la stabilité dans le pays doivent être fermement soutenues par la communauté internationale. Il a exhorté tous les acteurs politiques libanais à œuvrer pour mettre fin à la vacance du poste de Président sans tarder.

M. NABIL ELARABY, Secrétaire général de la Ligue des États arabes, a estimé que la situation imposait l'examen des mécanismes du Conseil et des résolutions qu'il adopte, ainsi que l'engagement des États à respecter ces résolutions. Il a rappelé que la paix et la sécurité au Moyen-Orient ne pourraient être garanties qu'avec le règlement de la question de Palestine. Les violations des droits par les forces d'occupation israéliennes, les massacres et lynchages et les sanctions collectives contre les Palestiniens constituent des violations du droit international, a-t-il dit, en soulignant que le Gouvernement israélien était seul responsable de ces actes. Il a rappelé que le Conseil de la Ligue des États arabes avait adopté, le 13 octobre, une résolution demandant au Conseil de sécurité d'assurer la protection du peuple palestinien et des lieux saints chrétiens et musulmans. Ce n'est pas la première fois, a-t-il souligné, que cet appel est lancé. Jusqu'à quand va durer cette occupation israélienne et jusqu'à quand la communauté internationale que représente le Conseil de sécurité restera passive devant une telle situation? a-t-il demandé. Le manque d'efficacité du Conseil, a-t-il estimé, ne fait qu'augmenter la détérioration de la situation.

Depuis l'apparition de la question de la Palestine, la communauté internationale n'a pas réagi. La Cour pénale internationale est également convaincue que la protection des Palestiniens relève de la responsabilité internationale, a assuré le Secrétaire général de la Ligue des États arabes. Il a remercié le Secrétaire général de l'ONU qui vient de rendre publique une étude juridique insistant sur la présence et le rôle de la communauté internationale dans la protection des Palestiniens. Le Secrétaire général de l'ONU peut lui-même recourir au personnel des Nations Unies déployé dans le cadre de l'observation de la trêve (UNTSO) qui est basée à Jérusalem-Est pour faire respecter et protéger les lieux saints. La protection des Palestiniens est nécessaire, a-t-il reconnu, tout en précisant que le fond du problème restait l'occupation israélienne des territoires palestiniens. Il est donc temps que le Conseil agisse rapidement pour mettre fin à cette occupation, a-t-il insisté.

M. IOANNIS VRAILAS, Union européenne, a appelé les responsables des deux camps à promouvoir l'apaisement et à éviter toute action qui jetterait de l'huile sur le feu. Il a cependant jugé que la situation sur le terrain montrait que le statu quo n'est pas une option et qu'il faut un « horizon politique » au conflit, en appelant à une reprise immédiate d'un processus politique crédible. Rappelant que l'Union européenne défendait toujours la solution à deux États comme gage de paix durable, il a appelé les deux parties à faire preuve de courage en ce sens.

S'agissant de la Syrie, l'Union européenne estime qu'il est plus urgent que jamais de trouver une solution durable à ce conflit, a-t-il déclaré. La communauté internationale doit travailler sur deux axes: d'abord, politiquement, traiter des causes profondes du conflit et œuvrer à une transition inclusive, et, simultanément, combattre la menace régionale et globale que constitue Daech. L'opposition politique modérée et les groupes armés associés doivent d'urgence trouver une approche commune et offrir une alternative au peuple syrien. Toutes les parties, a ajouté le délégué de l'Union européenne, y compris le régime syrien, doivent encourager une telle alternative politique. Pour l'Union européenne, le régime de Bashar Al-Assad porte la plus grande responsabilité des 250 000 morts, des millions de personnes déplacées et de réfugiés et il ne peut donc constituer un partenaire dans la lutte contre Daech, a-t-il souligné. Enfin, il a demandé à la Fédération de Russie de cesser immédiatement ses attaques militaires qui ciblent l'opposition modérée ainsi que ses violations de l'espace aérien des pays voisins de la Syrie.

Mme MARÍA RUBIALES DE CHAMORRO, Vice-Présidente du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, a regretté que la situation actuelle à Jérusalem se répercute dans tout le Territoire palestinien occupé, émettant la crainte de voir la situation empirer. La jeunesse palestinienne désespérée, à Jérusalem et en Cisjordanie, est poussée à commettre la violence car elle est convaincue que c'est la seule façon d'être entendue, a-t-elle constaté, en notant également la peur des communautés israéliennes qui se traduit en mentalité de bande. Ériger des murs entre des quartiers différents sur le plan ethnique ne résoudra aucun problème, a-t-elle prévenu. De même que le fait de cimenter les frontières des colonies israéliennes à Jérusalem-Est ne fera qu'exacerber le conflit. La seule option viable et durable, a estimé la Vice-Présidente du Comité, est la voie vers une solution complète à la question de Palestine, sur la base des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Elle a prévenu que si les Nations Unies ne pouvaient pas offrir aux deux peuples un plan qui leur donne espoir, elles seraient complices de la détérioration du conflit.

Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien se félicite des efforts menés en faveur d'un Quatuor élargi pour offrir un cadre multilatéral, a indiqué la Vice-Présidente du Comité. Mme de Chamorro a également réaffirmé la position du Comité sur l'Initiative de paix arabe qu'elle a qualifiée de « chance historique d'instaurer la paix ». Rappelant que le Comité avait été créé il y a 40 ans, elle a souligné qu'il était urgent pour le Conseil de sécurité de s'acquitter de sa responsabilité à l'égard du peuple palestinien, afin que celui-ci puisse exercer ses droits inaliénables. La priorité immédiate pour le Conseil, a-t-elle ajouté, doit être de garantir le maintien du statu quo des lieux saints à Jérusalem. Elle a estimé que la proposition d'y envoyer des observateurs internationaux pourrait être une première étape vers la fin des tensions et le retour à la stabilité.

M. SAAD ABDULLAH N. AL SAAD (Arabie saoudite) a déploré que « des soldats israéliens et des colons terroristes » soient « entraînés pour tuer et incendier ». Il a estimé que les raisons de

cette violence étaient « évidentes », cette « agression israélienne continue ». Il a dénoncé les provocations israéliennes consistant « à imposer des horaires spécifiques pour compliquer l'accès à la Mosquée Al-Asqa », et « à détruire des parties qui entourent le site sans respecter le caractère sacré des lieux saints pour les musulmans ». Le représentant a estimé qu'Israël n'était « pas à la hauteur de sa responsabilité de protection de la Mosquée Al-Aqsa ». « Qui peut reprocher aux Palestiniens de ne pas douter d'Israël, de ne pas y voir une volonté de changer le statu quo? » a-t-il demandé. « Peut-on reprocher aux Palestiniens de défendre leurs lieux saints, leurs villes, de vouloir que la communauté internationale les protège? » s'est-il encore interrogé, avant d'appeler la communauté internationale « à dire non à l'occupation israélienne, aux injustices, à l'arrogance israélienne », afin de « mettre fin au bain de sang » et « de placer le Gouvernement israélien -puissance occupante- face à ses responsabilités pour ces crimes, qui peuvent être considérés comme des crimes de guerre et contre l'humanité ».

Israël « doit se plier aux décisions internationales et à l'Initiative arabe pour la paix », a-t-il estimé, avant d'appeler le Conseil de sécurité « à agir pour protéger les enfants de Palestine », « proportionnellement à la gravité de la situation » et à prendre « ses responsabilités », « sans se contenter de déclarations ». S'agissant de la situation en Syrie, le représentant s'est dit profondément préoccupé par les souffrances quotidiennes que subissent les Syriens à cause du « régime oppressif de Bashar Al-Assad ». Des armes chimiques et attaques aux moyens de barils d'explosifs sont utilisées contre la population civile, a-t-il dénoncé, en prévenant que cette région était sur le point de vivre un véritable génocide. Les parties, a-t-il insisté, doivent mettre en œuvre le Communiqué de Genève.

S'exprimant au nom de l'Organisation de la coopération islamique (OIC), M. ABDULAZIZ SAUD AL-JARALLAH (Koweït) a rappelé que son organisation avait mis en garde, à de nombreuses reprises, la communauté internationale sur les risques d'embrasement à la suite des « provocations d'Israël, des incitations et des attaques contre la Mosquée Al-Aqsa », qui constituent, selon lui, « des crimes de guerre » et « nourrissent les extrémismes ». « Nous ne pouvons pas dissocier la récente escalade de la violence récente des décennies d'occupation, d'oppression et de négation des droits fondamentaux du peuple Palestinien », a-t-il déclaré. La famille Dawabesh, qui avait péri au cours de l'incendie criminel de sa maison commis par « des colons extrémistes israéliens », a subi un crime de même nature que ceux infligés par Daech en Iraq et en Syrie, a-t-il soutenu.

Il a également dénoncé la récente législation du Parlement israélien autorisant l'armée israélienne à tirer sur les manifestants palestiniens « dans la ville de Jérusalem occupée ». Cette décision, a-t-il dit, est « une couverture officielle », « un soutien aux opérations criminelles » qui alimente « l'impunité et l'oppression des Palestiniens ».

Le représentant a ensuite condamné « la politique d'exécution et de meurtres délibérés des forces d'occupation israéliennes et l'escalade sans précédent des actes violents et terroristes perpétrés par des colons extrémistes ». Il a estimé que ces crimes et violations des droits des Palestiniens révélaient « la réalité horrible de l'occupation et la nature raciste de la politique israélienne ». Qualifiant ces crimes de « crimes de guerre honteux », il a appelé à poursuivre leurs auteurs devant la justice. « La Cour pénale internationale avait été créée pour connaître de tels crimes », a-t-il rappelé. Le représentant a ensuite estimé qu'Israël interprétait le silence de la communauté internationale « comme un encouragement à poursuivre le terrorisme d'État et les violences contre le peuple palestinien, qui est sans défense ».

En conclusion, le représentant a réaffirmé le soutien de son pays à une solution négociée à deux États, en soulignant que le silence de la communauté internationale n'était « moralement plus acceptable ». « Il n'est plus possible de tolérer l'occupation et de traiter avec Israël comme si c'était un État au-dessus du droit, qui pratique le terrorisme et agit avec arrogance en toute impunité. » Il a enfin appelé le Conseil de sécurité « à intervenir immédiatement pour offrir au peuple palestinien une protection et à prendre une décision pour établir une voie politique qui préserve la solution à deux États ».

Nulle part au monde une solution politique est aussi urgente qu'en Palestine, a commenté, à son tour, M. MOTOHIDE YOSHIKAWA (Japon). La situation actuelle n'est pas née du vide, a-t-il estimé, en l'imputant aux dures réalités économiques, à la marginalisation sociale, aux colonies de peuplement illégales et à la stagnation du processus de paix, autant d'éléments, a-t-il insisté, qui nourrissent mécontentement et frustration. La communauté internationale, dont le Conseil de sécurité, est restée trop souvent silencieuse. Elle n'a offert ni des progrès vers la paix, ni la vision concrète d'une économie viable dans le futur État palestinien, a accusé le représentant. Mais, a-t-il dit, l'impasse et les difficultés du processus de paix ne sauraient empêcher les États d'aller de l'avant. C'est la raison pour laquelle le Japon a débloqué depuis 1993 la somme d'1,6 milliard de dollars, convaincu qu'une économie viable renforce la faisabilité de la solution à deux États. À travers des projets comme le parc agro-industriel de Jéricho, le Japon cherche à offrir de réelles perspectives à l'économie palestinienne. Le représentant a confié que lors de la réunion que le Quatuor avait organisée en marge du débat général de l'Assemblée générale, le Premier Ministre du Japon avait promis une autre somme de 12 millions de dollars pour le processus de paix auquel le Japon compte d'ailleurs participer activement.

Le représentant a poursuivi en rappelant que son pays avait débloqué, à ce jour, une somme de 810 millions de dollars pour les réfugiés et les déplacés d'Iraq et de la Syrie, cette dernière ayant reçu plus d'un milliard de dollars en secours et en formation pour autonomiser les individus et rendre les communautés résilientes aux chants de sirène des extrémistes. Le représentant a dit compter sur la Fédération de Russie pour qu'elle limite ses frappes aériennes à Daech en Syrie. Toute action contre des groupes qui n'appartiennent pas à Daech pourrait aggraver une

situation déjà volatile, a cependant prévenu le représentant. Il n'y a pas de solution militaire à la crise syrienne, a-t-il tranché, en réaffirmant l'appui de son pays à l'Envoyé spécial des Nations Unies, M. Staffan de Mistura. Après s'être félicité des avancées réalisées en Libye, le représentant a rappelé que son pays avait déjà contribué à hauteur de 40 millions pour l'aide humanitaire au Yémen. Là encore, il a prévenu qu'il n'y avait pas de solution militaire à la crise et appuyé l'Envoyé spécial de l'ONU pour ce pays, M. Ismail Ould Cheikh Ahmed.

M. KAMLESH PASWAN (Inde) a rappelé la position de son pays en faveur d'une solution basée sur la création d'un État palestinien viable et souverain avec Jérusalem-Est pour capitale, coexistant aux côtés de l'État d'Israël, conformément à la feuille de route du Quatuor et aux résolutions du Conseil de sécurité. L'Inde continue également de soutenir les efforts de développement économique et social du Territoire palestinien occupé et le renforcement de ses institutions. Lors de sa visite récente à Ramallah, le Président indien avait inauguré un centre de coopération et remis un chèque de 5 millions de dollars en soutien à l'Autorité palestinienne. L'Inde contribue par ailleurs à hauteur d'un million de dollars chaque année à l'UNRWA et a promis 4 millions de dollars en réponse aux appels lancés pour financer le Plan de reconstruction de Gaza. Le représentant s'est dit aujourd'hui particulièrement inquiet de constater que depuis l'an dernier, le processus de paix avait continué à glisser sur une pente négative et qu'en dépit des efforts entrepris, les parties n'avaient pas réussi à reprendre les pourparlers directs. L'Inde reste cependant convaincue que seul le dialogue est une option viable pour résoudre cette question, a-t-il dit.

Par ailleurs, le représentant a exprimé son inquiétude face aux agissements de certains groupes terroristes, en particulier dans certaines régions du nord de l'Iraq et de la Syrie, qui constituent une menace grave à la paix et à la sécurité de l'ensemble de la région. Les violences contre les civils, notamment contre les femmes, et le sectarisme sont préjudiciables à tous, a-t-il fait remarquer en appelant toutes les parties à s'efforcer de renverser cette tendance. La consolidation d'un processus politique et la construction d'institutions et d'un État durable sont la seule façon de répondre à l'extrémisme dans la région. Enfin, le représentant s'est également dit « profondément inquiet » par la dégradation de la situation au Yémen et espéré l'aboutissement de la médiation des Nations Unies.

M. KAIRAT ABDRAKHMANOV (Kazakhstan) a jugé « crucial » de créer une coalition antiterroriste de l'ONU dotée d'un instrument unique pour juger les auteurs et les partisans du terrorisme. Le Conseil de sécurité devrait, par une résolution, rendre les mécanismes actuels contre le terrorisme juridiquement contraignants. Le représentant a rappelé que, pendant le débat général, le Président du Kazakhstan avait demandé le renforcement du réseau antiterroriste mondial, qui regroupe les mesures existantes sous l'égide de l'ONU. Il avait proposé l'adoption rapide du projet de convention générale sur le terrorisme international qui est

en négociation depuis 20 ans. Nous appelons toutes les délégations à appuyer cette approche « audacieuse et prospective », a insisté le représentant.

Les spéculations sur les deux principales branches de l'Islam n'ont aucun sens, a-t-il tranché. En revanche, les préoccupations face à la propagation de l'idéologie extrémiste sont, elles, bien réelles. Le Kazakhstan propose donc la création d'un forum international qui s'intitulerait « L'Islam contre le terrorisme » et qui prendrait la forme d'un front uni religieux contre la nature destructrice du terrorisme et de l'extrémisme violent. Les groupes terroristes détruisent bien plus les fondations de l'ordre mondial que les guerres au Moyen-Orient, a estimé le représentant. L'escalade de la violence terroriste ne cesse de faire des victimes et de forcer les gens à fuir du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord vers l'Europe. « Nous assistons aujourd'hui à l'exode le plus important depuis la Seconde Guerre mondiale et c'est une cause de graves préoccupations non seulement pour l'Union européenne mais aussi pour toute la communauté des Nations Unies », a estimé le représentant avant de conclure.

M. DESRA PERCAYA (Indonésie) a affirmé que la seule voie possible au Moyen-Orient était de relancer le processus de paix en vue de mettre un terme à l'occupation israélienne dans le cadre de la solution à deux États. Le Conseil de sécurité doit veiller à ce qu'Israël reste engagé en faveur de cette solution, a-t-il dit, en estimant que les provocations à Jérusalem et sur les lieux saints étaient contraires au droit international et alimentaient les tensions. « Nous appelons de nouveau le Conseil à mettre de toute urgence un terme à l'occupation israélienne », a insisté M. Percaya, avant de souligner qu'il était nécessaire d'assurer une protection internationale des Nations Unies en Palestine. S'agissant de la situation en Syrie, le délégué a très vivement regretté le manque d'unité du Conseil sur cette question, « ce qui montre, a-t-il dit, la nature dysfonctionnelle de cet organe ».

Mgr BERNARDITO AUZA, Observateur permanent du Saint-Siège, s'est dit très préoccupé par le sort des chrétiens et autres groupes dans les territoires contrôlés par Daech, en particulier ceux qui sont captifs ou réduits en esclavage. Il a jugé regrettable que le Moyen-Orient, berceau de grandes civilisations, soit désormais le théâtre du terrorisme fondamentaliste, de la criminalité organisée, de la haine ethnique et de rivalités géopolitiques régionales et internationales. Dans un tel contexte, inonder la région avec des armes de plus en plus destructrices ne réglera pas les conflits, a-t-il dit. L'Observateur du Saint-Siège a enfin appelé la communauté internationale à contribuer au maintien de la stabilité politique des pays qui sont en première ligne dans l'accueil des réfugiés, en particulier le Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) a rappelé que les Nations Unies s'apprêtaient à célébrer, le 24 octobre prochain, le soixante-dixième anniversaire de l'Organisation. Mais, a-t-on vraiment le droit de fêter un tel anniversaire quand on constate les violations massives de la Charte des Nations Unies commises à travers le monde et, en

particulier, celles que subissent quotidiennement les Palestiniens. Cette commémoration devrait être porteuse d'espoir et rendre hommage aux rêves des pères fondateurs de l'Organisation, qui souhaitaient voir émerger un monde de paix et de prospérité, a estimé le représentant. Il a par ailleurs affirmé que les territoires palestiniens occupés formaient désormais une « prison de masse à ciel ouvert », rongée par les politiques « cancéreuses » d'occupation et de colonisation. M. Ja'afari a aussi dénoncé, dans les termes les plus vigoureux, les tentatives « désespérées » de certaines délégations, « qu'il ne citera pas », pour défendre Israël et, ce, en vue de détourner l'attention de la communauté internationale des crimes commis par cet État.

M. JUAN CARLOS MENDOZA GARCÍA (Costa Rica) a appelé la communauté internationale à agir face à l'escalade de la violence dans le conflit israélo-palestinien. Il a invité à réfléchir aux graves conséquences du conflit s'il se transformait en conflit à caractère religieux. « Mon pays, a-t-il dit, ne dira pas assez qu'il faut insister sur la nécessité de reprendre les négociations sur les thèmes principaux du conflit, en se basant sur les accords précédents et le droit international. M. Mendoza García a ensuite appelé à mettre fin au conflit en Syrie et, avant tout, à régler la crise humanitaire. Il faut, a-t-il recommandé, explorer les options réelles et tangibles pour parvenir à une transition politique dans ce pays. M. Mendoza Garcia a encouragé le Conseil de sécurité à jouer un rôle en facilitant le dialogue. En ce qui concerne la situation au Yémen, le représentant a apprécié les déclarations des membres du Gouvernement qui ont exprimé leur volonté de participer aux discussions de paix. Enfin, il s'est joint à la condamnation internationale de l'attentat terroriste perpétré à Ankara, en Turquie, le 10 octobre dernier.

M. A. K. ABDUL MOMEN (Bangladesh) a déploré que « les meurtres de Palestiniens innocents, la destruction de maisons, d'écoles, d'hôpitaux et autres infrastructures civiles vitales, la politique de terreur et de traumatisme contre toute la population civile de Gaza » soient devenus « beaucoup trop fréquents ». Il a dénoncé « les barrages israéliens, la confiscation des terres et la démolition des maisons des Palestiniens, le mur de séparation illégal, ainsi que le blocus sans précédent de Gaza », qu'il a comparé à « une punition collective ».

Le représentant a ensuite estimé que l'escalade périodique de la violence relevait d'une volonté d'Israël de générer la peur, la fureur et la détresse des Palestiniens. Il a dénoncé « la politique israélienne de la punition collective », consistant « à expulser les Palestiniens de leurs terres, à détenir des individus pour des périodes indéfinies et sans charges, à restreindre la liberté de mouvement des Palestiniens, à les priver de leurs ressources naturelles ».

Le représentant a ensuite souligné le caractère illégal de la poursuite des colonies de peuplement dans les territoires palestiniens. « Il n'y a pas un seul jour qui passe sans que des civils soient intimidés, arrêtés, détenus dans des conditions inhumaines, et sujet aux abus et à la torture. En conclusion, il a appelé Israël « à respecter ses obligations en vertu du droit international et des résolutions des Nations Unies, à s'assurer, en tant que puissance occupante,

que tous les habitants sont protégés contre les actes de violence et les menaces de violence, à cesser la détention illégale des Palestiniens et la destruction des maisons et confiscation des terres, et à lever son blocus à Gaza ».

M. MOHAMMED ATLASSI (Maroc) a demandé qu'une solution d'urgence soit trouvée à la question de Palestine et à la situation qui prévaut actuellement à « Al-Qods ». Les provocations d'Israël et les exactions des colons alimentent le ressentiment d'1,6 milliard de musulmans, a-t-il dit, en mettant en garde contre les conséquences de l'arrogance d'Israël. Le délégué du Maroc a demandé de mettre fin à la politique de « judaïsation » de Jérusalem et de toute tentative visant à altérer le caractère d'« Al-Qods », avant d'insister sur les efforts diplomatiques entrepris par le Roi du Maroc, notamment auprès du Président Abbas. En conclusion, le représentant du Maroc a rappelé que toute atteinte à la Mosquée al-Aqsa ne fera qu'alimenter les tensions et invité le Conseil à assumer ses responsabilités pour que les violations dans les lieux saints cessent.

M. MAHLATSE MMINELE (Afrique du Sud) a réaffirmé l'attachement de sa délégation au maintien du statu quo concernant les lieux saints à Jérusalem et déploré que la ferveur qui entoure ces sites soit exploitée pour inciter à la violence. Israël doit comprendre que la colère des Palestiniens découle des développements sur le terrain qui sont en train d'hypothéquer la solution à deux États, a-t-il déclaré. Le délégué a vivement déploré l'inertie du Conseil sur les principales crises en raison des « intérêts étroits » d'un petit nombre d'États Membres. Le Conseil doit, de toute urgence, ouvrir la voie à la cessation de la violence et faire en sorte que les parties puissent reprendre les pourparlers directs, même si, a poursuivi M. Mminele, il n'y a plus de confiance entre elles. Il a pris note avec intérêt de la proposition visant le déploiement de forces de protection internationales. Enfin, au sujet de la Syrie, le représentant s'est dit convaincu que les efforts militaires de puissances majeures n'étaient pas la solution et appelé le Conseil à présenter un front uni et à agir sur ce dossier.

M. HALIT ÇEVIK (Turquie) a considéré que la priorité immédiate était de mettre rapidement fin à l'escalade des tensions entre Israël et la Palestine tout en étant « très clair » sur les causes profondes du problème, à savoir l'occupation illégale de Jérusalem-Est et des autres territoires palestiniens. Pour lui, l'épicentre de la cause palestinienne réside à Jérusalem, ville qui compte pour l'humanité entière, sacrée pour l'islam, le judaïsme et la chrétienté. C'est pourquoi, il a souligné que le rôle de la Jordanie, gardienne des lieux saints, était essentiel. Par ailleurs, la situation à Gaza qui a enduré, pendant huit ans, le blocus et trois opérations militaires en six ans demeure critique et la communauté internationale ne peut plus se permettre de rester inactive et de laisser deux millions de personnes à l'isolement, a-t-il dit. C'est pourquoi, il est urgent de répondre à la grave situation qui prévaut dans les territoires occupés, a-t-il souligné, en rappelant que seule une solution durable pourra renverser la marée. Il est important que la résolution 1860 du Conseil de sécurité soit mise en œuvre. La situation actuelle n'est que l'illustration de ce qui

se passera si la solution à deux États est abandonnée. La communauté internationale doit redoubler d'efforts et le Conseil de sécurité doit définir un calendrier et un cadre aux négociations de paix.

Le représentant a ensuite évoqué la Syrie, une crise qui a des répercussions graves en matière de sécurité pour la région et au-delà. Cette crise constitue également une menace sécuritaire directe pour son pays, qui est exposé le long de sa frontière sud et continue d'accueillir des flux importants de réfugiés syriens, a-t-il insisté. Cette tragédie ne prendra fin que lorsque le peuple de la Syrie aura un gouvernement légitime qui le représente vraiment, a-t-il estimé. Le délégué de la Turquie a appelé le Conseil de sécurité à résoudre la crise syrienne à travers une action déterminée, en apportant aux Syriens la sécurité qu'ils réclament dans leur propre pays, à l'abri des bombardements du régime et des assauts de Daech et en combattant les groupes extrémistes comme Daech et le Front el-Nosra.

Pour M. NABEEL MUNIR (Pakistan), la crise actuelle constitue « le début de la troisième intifada » et la raison en est que les Palestiniens ne voient aucune lueur d'espoir pour leur avenir politique, économique et sécuritaire. Il a salué la visite que le Secrétaire général de l'ONU a effectuée hier à Ramallah, tout en soulignant que le Conseil ne pouvait continuer à rester spectateur de la situation et voir tous les efforts entrepris jusqu'à maintenant anéantis. Le représentant a soutenu la demande des Palestiniens de bénéficier d'une protection internationale, convaincu que l'étude, rendue publique hier par le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, offrait plusieurs pistes sur ce plan.

Le Conseil peut apporter son aide à la fois sur ce chapitre de protection et sur les questions ultimes de statut: définir le cadre et le calendrier d'une solution à deux États est aussi urgent que décisif car, a-t-il souligné, cette mesure redonnerait espoir aux jeunes palestiniens.

M. SABRI BOUKADOUM (Algérie) s'est déclaré « scandalisé » par les images des violences à Jérusalem et ailleurs, qui ont fait le tour des médias traditionnels et des réseaux sociaux, et qui révèlent l'absence totale de respect pour les lieux saints. Pour sa délégation, « l'occupation israélienne illégale de territoires arabes » est au cœur de la crise au Moyen-Orient. Tant qu'un État palestinien n'aura pas vu le jour, la population civile palestinienne devrait être placée sous protection internationale, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, a ajouté le représentant, la communauté internationale, les États à titre individuel, le Quatuor pour le Moyen-Orient et le Conseil de sécurité ont chacun une responsabilité particulière pour veiller à l'atténuation des tensions et contribuer à la réalisation de la paix.

M. MOHAMED KHALED KHIARI (Tunisie) a dénoncé les violations répétées du droit international commises par Israël. Ce pays poursuit une expansion colonialiste et dresse des obstacles à toutes les initiatives en faveur de la paix, a regretté le délégué. Il a indiqué que les

atteintes portées aux lieux saints illustraient clairement les desseins israéliens, en ajoutant que ces atteintes pourraient avoir des conséquences incalculables. Le Conseil doit changer la manière dont il traite de la question de la Palestine, a-t-il dit. Le représentant de la Tunisie s'est dit convaincu que seule la fin de l'occupation israélienne permettra de ramener la paix au Moyen-Orient. Il est grand temps d'envisager toutes les possibilités visant à protéger la population palestinienne, a-t-il estimé, en assurant que la Tunisie appuyait la proposition d'une protection internationale des Palestiniens.

M. OH JOON (République de Corée) a estimé que le récent cycle de violences à travers le Territoire palestinien occupé rappelait que les provocations mutuelles et les actions unilatérales ne résoudront pas le conflit israélo-palestinien. Après avoir lancé un appel au calme aux parties, le représentant a rendu hommage au Secrétaire général pour ses efforts en vue de prévenir les hostilités de prendre une dimension ouvertement confessionnelle et restaurer la perspective d'un horizon de paix entre les parties. S'agissant de la situation en Syrie, il s'est dit préoccupé par le nombre de victimes alors que le conflit entre dans sa cinquième année. Il a ainsi appelé les parties à tout mettre en œuvre pour limiter les pertes civiles et faciliter l'accès humanitaire. Le représentant a, en conclusion, demandé au Conseil de sécurité de se mobiliser davantage pour s'acquitter de son mandat dans la région.

M. EDUARD FESKO (Ukraine) a invité les deux parties au Moyen-Orient à faire preuve de retenue en ce qui concerne les lieux saints à Jérusalem. La reprise de pourparlers directs est la seule voie possible pour arriver à la paix, a-t-il dit. S'agissant de la Syrie, il a indiqué qu'un processus politique visant à établir un gouvernement syrien d'unité nationale était le seul moyen de restaurer l'intégrité territoriale de la Syrie. Préoccupé par les derniers « agissements agressifs » de la Fédération de Russie sous prétexte de combattre le terrorisme international, il a affirmé qu'une fois encore Moscou exploitait l'instabilité tout en appuyant des régimes antidémocratiques. « À la lumière de l'agression militaire continue de la Russie contre l'Ukraine, qui s'accompagne d'un soutien direct et d'un financement de groupes terroristes dans la région du Donbass, l'objectif déclaré de Moscou de combattre le terrorisme est particulièrement malhonnête », a soutenu le délégué de l'Ukraine.

M. NIKULAS HANNIGAN (Islande) a, à son tour, souligné que la violence ne naît pas du vide. La démolition d'habitations palestiniennes, les colonies de peuplement en cours de construction, la réaction lourde des militaires israéliens face aux civils, le blocus de Gaza et les châtiments collectifs ne sont pas seulement des violations du droit international mais aussi des actions qui, de toute évidence, sont contreproductives. Ces actions s'inscrivent toutes dans le contexte plus large du conflit. Elles s'ajoutent à la menace dangereuse qui pèse sur la seule voie viable vers la paix, à savoir la solution à deux États. Oui, a reconnu le représentant, il y a des incitations, mais ces incitations s'inscrivent aussi dans un contexte. Elles font partie de la violence et sont facilitées par le contexte plus large de la perte de perspectives politiques, du

désespoir croissant de la population palestinienne et de la peur des civils israéliens. Les leaders politiques des deux parties portent la lourde responsabilité d'appeler à la retenue.

Il est urgent, a dit le représentant, que le Conseil de sécurité réponde de manière urgente et efficace à la crise. Mais la profonde méfiance qui existe entre les deux parties conduit à se demander si la désescalade est possible sans une assistance extérieure. Dans ce contexte, il ne faut pas oublier l'énorme potentiel jamais exploité des femmes. L'importance qu'il y a à impliquer les femmes dans le processus de paix a été consacrée par le Conseil lors du quinzième anniversaire de la résolution 1325. À court terme, a résumé le représentant, les Palestiniens ont besoin d'un certain sentiment de sécurité et le Conseil doit réfléchir aux moyens d'y répondre. Les Palestiniens ont aussi besoin de croire qu'il existe une voie politique vers la solution à deux États dans un laps de temps donné. Les Israéliens, quant à eux, doivent être convaincus que leur sécurité n'est pas compromise. L'urgence est, aujourd'hui, aggravée par la dimension religieuse depuis l'éruption de la violence dans les lieux saints de Jérusalem. Il est « crucial » que le statu quo soit maintenu non seulement, à travers des déclarations, mais également par des mesures concrètes. Le Conseil de sécurité doit faire en sorte que les parties ne doutent jamais de l'importance de ce statu quo, a insisté le représentant.

M. NKOLOI NKOLOI (Botswana) a déclaré que son gouvernement était acquis à la cause de l'autodétermination des peuples, en regrettant cependant que celle du peuple palestinien ne soit toujours pas réalisée. Il a ensuite souligné que la seule solution viable était celle prévoyant deux États, Israël et la Palestine, coexistant en paix et en sécurité dans des frontières légitimes. Les conditions de vie des Palestiniens demeurent terrifiantes, a-t-il déploré, affirmant que le conflit avait laissé des « cicatrices » et fait perdre l'espoir d'une solution pacifique aux Palestiniens. C'est pourquoi, il a encouragé les parties à retourner à la table des négociations, convaincu que leurs efforts devraient bénéficier de l'appui de la communauté internationale.

M. ROHAN PERERA (Sri Lanka) a dénoncé la poursuite des colonies de peuplement et le blocus de la bande de Gaza comme des obstacles au processus de paix et appelé les parties à s'abstenir de toute action alimentant la confrontation et la violence. Le blocus de Gaza est une entrave au développement économique mais aussi au bien-être des populations, a-t-il dit. Plus d'un an après la destruction d'ampleur de Gaza, des milliers de familles continuent d'habiter des maisons dévastées alors que l'hiver approche. En août, sur les 4 millions de dollars promis lors de la Conférence du Caire en octobre 2014, seul un tiers avait été versé et les ONG notent que 100 000 personnes sont toujours déplacées et vivent dans des conditions précaires, luttant pour un accès vital à l'eau ou l'électricité. Par ailleurs, a noté le représentant, l'UNRWA a éprouvé ces derniers temps des difficultés financières qui affectent les centaines d'écoles qu'il contrôle.

Pour lui, les attaques indiscriminées contre les civils ne font qu'alimenter le désespoir et l'insécurité et creusent davantage le fossé qui sépare les parties. La sécurité de la population en

Israël doit aussi être respectée et les conditions pour un climat propice à la paix doivent être encouragées. En conclusion, le représentant a réaffirmé le soutien de son pays à la candidature d'admission de la Palestine en tant qu'État Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies et aux résolutions pertinentes sur les droits des Palestiniens à un État, ainsi que son attachement à la solution à deux États dans les frontières de 1967.

M. JAMAL FARES ALROWAIEI (Bahreïn) a déploré les violations israéliennes contre les lieux saints vénérés par les musulmans dans la ville de Jérusalem. Il a dénoncé la poursuite des actes inhumains commis par Israël qui, a-t-il dit, compliquent davantage la recherche de la paix. Il faudrait une intervention humanitaire urgente et assurer la protection internationale des Palestiniens, a-t-il insisté. Le représentant a également appelé à ce qu'Israël mette en œuvre les résolutions du Conseil de sécurité et lève le blocus imposé à Gaza. Une solution au Moyen-Orient ne sera possible que lorsque l'occupation israélienne aura cessé, a assuré le délégué du Bahreïn en conclusion.

M. OSCAR LEÓN GONZÁLEZ (Cuba) a regretté que le Conseil de sécurité n'ait adopté aucune résolution pour exiger d'Israël la fin immédiate de l'occupation militaire des territoires palestiniens occupés et autres territoires arabes, du blocus de la bande de Gaza, de la construction et de l'expansion des colonies israéliennes illégales et du mur de séparation, ainsi que la reddition de comptes pour les crimes de guerre et les punitions collectives infligées au peuple palestinien. Cet organe, a-t-il ajouté, doit remplir son obligation de promouvoir une solution négociée qui garantisse la fin de l'occupation israélienne des territoires palestiniens. Le représentant a condamné une fois encore la campagne israélienne de colonisation de ces territoires, dont Jérusalem-Est, ainsi que l'usage excessif de la violence et les provocations de la part des colons israéliens. Cuba, a-t-il ajouté, soutient pleinement la demande de la Palestine d'être membre de plein droit de l'ONU. Passant à la situation en Syrie, le représentant a prôné la recherche d'une solution politique par le biais du dialogue. Ceux qui alimentent le conflit de l'extérieur sont responsables des milliers de victimes civiles, a-t-il prévenu en insistant pour que cela cesse.

M. VUSUMUZI NTONGA (Zimbabwe) a jugé que le conflit israélo-palestinien opposait des parties de force inégale et demandé au Conseil de prendre les mesures visant la protection des Palestiniens. La sécurité d'Israël ne pourra pas résulter d'une utilisation de la force excessive contre les Palestiniens, a-t-il dit, avant de réaffirmer que son pays appuyait la solution à deux États. La spirale de la violence, a-t-il soutenu, nourrit l'extrémisme et le terrorisme. Le délégué a ensuite appuyé la demande du Président Abbas pour une protection internationale du peuple palestinien, avant de saluer les efforts du Quatuor visant à relancer le processus de paix au Moyen-Orient. En conclusion, il a exprimé la solidarité du Zimbabwe envers les Palestiniens.

Reprenant la parole, la représentante d'Israël a déclaré qu'elle ne pouvait pas garder le silence après les déclarations « incendiaires » faites, selon elle, par plusieurs délégations arabes aujourd'hui, « tandis que le régime syrien et l'État islamique continuent de commettre des crimes graves ». Elle s'en est prise au Liban, en s'étonnant qu'un pays qui n'a pas encore de Président démocratiquement élu se permette de critiquer le Premier Ministre d'une nation démocratique comme Israël. La déléguée d'Israël a également dénoncé l'Arabie saoudite, où un jeune homme devra être prochainement décapité. Ce pays se livre en outre, a-t-elle accusé, à des bombardements indiscriminés contre des civils au Yémen.

S'adressant ensuite à la délégation du Venezuela, elle a déclaré que si sa Représentante permanente pouvait s'exprimer devant le Conseil de sécurité, l'opposition vénézuélienne était en revanche privée de parole. « Ce matin, a-t-elle rappelé, nous avons proposé de discuter de la paix à Ramallah, à l'ONU ou ailleurs. » Elle a de nouveau assuré que son pays était prêt au dialogue, en soulignant qu'Israël aspirait à la paix.

À l'intention des organes d'information • Document non officiel.